

**STATEMENT BY SECRETARY GENERAL
KOFI ANNAN**

MADE 14 JUNE 2004

**AT THE UNITED NATIONS CONFERENCE
ON TRADE AND DEVELOPMENT**

Eleventh Session

**São Paulo, Brazil
13-18 June 2004**

**Déclaration du Secrétaire général à l'ouverture
de la onzième Conférence ministérielle de la Conférence
(les Nations Unies sur le commerce et le développement**

Sao Paulo, le 14 juin 2004

Monsieur Le Président,
Monsieur Le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs.

Je vous souhaite la bienvenue à la onzième Conférence ministérielle de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Je voudrais tout d'abord remercier le Président Lula da Silva, la ville et l'État de Sao Paulo, et le peuple et le Gouvernement brésiliens, qui ont la générosité de nous accueillir.

Je tiens aussi à féliciter la CNUCED à l'occasion de son quarantième anniversaire. Sans elle, pendant toutes ces années, le débat sur le développement aurait été moins riche, et les peuples du monde bien plus pauvres.

Cette conférence se tient au bon moment. Nous avons tout ce qu'il faut pour élever le niveau de vie partout dans le monde. Nous avons des années d'expérience, et nous savons donc ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Nous avons de nouvelles technologies qui permettent de protéger l'environnement et de diffuser des trésors d'information. Nous avons un consensus politique sans précédent concernant les objectifs du Millénaire pour le développement. Et nous avons même un début de reprise économique mondiale.

Ce dont nous manquons, trop souvent, c'est de cohérence. C'est ce problème qui, très à propos, a été retenu comme thème principal pour cette conférence.

Pensez à l'entrepreneur asiatique qui se réjouit de trouver un nouveau créneau dans le monde industrialisé, mais qui se rend compte que ses produits ne peuvent pas être transportés par camion parce que les routes sont trop mauvaises.

Pensez à l'agricultrice africaine, qui ne demande qu'à tirer parti de la possibilité d'exporter en franchise de droits sur le marché mondial, mais dont l'avantage concurrentiel est annulé par des règles complexes en matière d'emballage, ou par les subventions versées à ses concurrents dans les pays plus riches.

Ou bien pensez au cultivateur d'herbes médicinales, un autochtone d'Amérique latine, qui se demande si l'apport de son peuple va être reconnu et rémunéré à sa juste valeur.

Il ne faut pas que ce qui est donné d'une main soit repris de l'autre. Il ne faut pas que les règles censées faire tomber des barrières élèvent de nouveaux obstacles. Il faut que les

pays qui poussent les autres à libéraliser le commerce soient prêts à faire de même chez eux. S'il ne le font pas, on peut, poliment, parler de manque de cohérence, mais on peut tout aussi bien parler de discrimination. Et c'est précisément à la discrimination que les gens veulent que cette conférence s'oppose avec la plus grande fermeté.

Ce qui nous manque aussi, à bien des égards, c'est un régime commercial propice au développement. Les choses sont peut-être en train de changer sur ce plan-là. L'Union européenne, les États-Unis et d'autres ont pris des initiatives importantes. Des progrès ont été accomplis pour ce qui est de rendre plus abordables et plus faciles à obtenir certains médicaments qui sauvent la vie. Et les bons résultats que le mécanisme de l'OMC pour le règlement des différends a donnés dans plusieurs cas - dont celui d'une plainte introduite par le Brésil contre des subventions sur le coton - ont montré qu'un système de règles peut aider les producteurs des pays en développement.

Ce qu'il faut surtout, aujourd'hui, c'est que les négociations de Doha aboutissent. De plus en plus, il est évident que cela ne sera le cas que si les pays en développement ont pleinement accès aux marchés du monde industrialisé et si les subventions agricoles et autres qui faussent le jeu des marchés mondiaux sont éliminées ou au moins fortement réduites. Cela représenterait un progrès considérable non seulement sur le plan de la cohérence, mais aussi sur ceux du développement et de la justice.

Il faut aussi que les possibilités offertes par la coopération et l'intégration commerciales Sud-Sud soient exploitées. Le nouveau cycle de négociations multilatérales qui sera lancé ici en vue d'étendre le Système global de préférences commerciales entre pays en développement est très prometteur. Si les pays en développement se mettaient d'accord pour réduire de moitié les tarifs douaniers moyens qu'ils s'imposent les uns aux autres, la valeur des échanges augmenterait de 15,5 milliards de dollars. Il ne s'agit pas de remplacer, mais bien de compléter le processus de libéralisation multilatéral. Cette mesure pourrait jouer un rôle déterminant dans la création de ce que le Président Lula a appelé « une nouvelle géographie du commerce mondial », configuration qui donnerait au commerce entre pays en développement la place qui lui revient dans les relations économiques internationales.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de conclure en rendant hommage à Rubens Ricupero, qui, après neuf ans à la tête de la CNUCED, s'apprête à quitter ses fonctions de Secrétaire général. Il laissera sa marque à la CNUCED, qui a, sous sa houlette, fait l'objet de réaménagements et de réformes de fond. L'effet qu'il a eu sur les politiques mondiales est tout aussi remarquable, car il n'a jamais eu peur de s'élever contre l'injustice et l'hypocrisie.

Rubens, merci d'avoir tant fait pour rendre la CNUCED plus efficace, et d'avoir pris avec tant de vigueur la défense de ceux qui sont dans le besoin.

À présent, mes amis, votre travail va commencer.

Il faut que nous créions de véritables partenariats pour le développement.

Il faut que nous aidions les pays en développement à exploiter pleinement les possibilités qu'offre le commerce.

Et il faut que nous trouvions le moyen d'adopter des politiques commerciales propices au développement, ainsi que d'autres politiques qui enrichiront tous les peuples du monde en leur permettant de prendre leur avenir en main.

Je vous remercie.